

L'économie fondée sur la connaissance comme paradigme fondateur d'une stratégie de « l'après-pétrole » en Algérie

Par Mohamed-Séghir Babès¹,

Président du Conseil national économique et social (CNES)



Dans une démarche impulsée depuis fin 2005 et se voulant novatrice, autant par son envergure et son tempo que par ses « façon d'être et de faire », le Conseil national économique et social (CNES) d'Algérie s'est donné l'objectif primordial de construire, autour d'un certain nombre de questions lourdes de portée transversale et d'assignation intersectorielle, des systèmes nationaux d'évaluation des politiques publiques permettant d'éclairer utilement les choix des instances gouvernementales qui ont la responsabilité de les concevoir, de les élaborer et de les mettre en œuvre.

À ce stade, les questions dédiées ont trait au développement humain, à la lutte contre la pauvreté, aux libertés économiques, à la gouvernance et, enfin, à l'économie fondée sur la connaissance (EFC). Bien qu'obéissant, d'abord, à une logique d'investigation scandée par les priorités inscrites à l'agenda national, il ne s'en trouve pas moins que ces mêmes priorités rencontrent celles inscrites à l'agenda mondial.

Mieux encore, il nous est loisible d'observer que ces réflexions, de surcroît élevées au rang de questions stratégiques appropriées par la communauté internationale par

le biais de l'ensemble de ses démembrements institutionnels, donnent lieu régulièrement à des revues/pays adossées à des protocoles d'évaluation convenus qui, sur la base d'échelles indicielles standardisées, ouvrent sur la comptabilité internationale.

Le rappel sommaire de ces éléments de cadrage permet d'éclairer le contexte d'ensemble dans lequel s'est inscrite la récente initiative du CNES de tenir, en coopération avec le World Bank Institute (WBI), un symposium consacré à la problématique de l'EFC, dont on sait bien, par ailleurs, qu'elle constitue l'une des perspectives axiales formant pierre angulaire pour la structuration et l'ordonnement des priorités assignées à l'ensemble des pays avancés et / ou émergents.

L'Algérie, qui a vocation à l'émergence, est placée devant le réquisit majeur de parachever sa transition systémique dans une perspective de « l'après-pétrole », notamment en se donnant les moyens de construire ses avantages à partir de l'énoncé de stratégies d'État cohérentes, cohésives, congruentes et hiérarchisées. Les linéaments primordiaux d'une telle démarche sont d'ores et déjà là, tout à la fois transcrits et

projetés dans la stratégie de refonte des systèmes d'éducation/formation, dans la stratégie nationale d'aménagement du territoire, dans la stratégie dédiée au renouveau rural, ou, encore plus récemment, dans l'ambitieuse stratégie industrielle en voie d'adoption.

Notre symposium est donc venu à point nommé pour prolonger, dans une optique agrégative et articulatoire, la démarche d'ensemble qui est le propre de l'Etat stratège et régulateur. Et parce que l'EFC implique avant tout une nouvelle manière de penser, fondée sur l'échange et l'appropriation collective, le symposium CNES/WBI a été un moment phare, marqué par la participation d'éminents experts du WBI et de l'Université des Nations Unies autour de panels parmi les plus représentatifs des réseaux académiques et des centres de recherches nationaux, des principales ramifications de la société civile organisée — opérateurs économiques, syndicats et ONG —, des pouvoirs publics, en leur qualité de policy makers, ainsi que des médias nationaux invités à apporter leur contribution, comme pleine partie prenante au symposium.

Besoin d'inclusivité, assurément, mais aussi nécessité

1- Ancien ministre dans trois gouvernements successifs et ancien conseiller auprès du Président Bouteflika, Mohamed Séghir Babès préside actuellement le Conseil National Economique et Social. Politologue de formation, il a été associé à des activités académiques, notamment en sa qualité de fondateur et de co-directeur de la Chaire d'études maghrébines de l'Université Laval – Québec, Canada.



d'exhaustivité ont été, je crois les mots d'ordre de cette rencontre. Cela s'est en tout cas clairement reflété dans la conception du synopsis, largement mais non limitativement inspirée par les cinq piliers de l'EFC, autour du capital humain, de l'innovation, des TIC, des territoires et, enfin, de la culture. Au reste, il importe de souligner que le symposium a été rythmé par trois temps forts : « le temps des experts », alloué à l'appropriation des concepts, outils et méthodes ; « le temps des praticiens » réservé à l'exposé des stratégies, expériences et résultats concrets résultant des différentes activités et politiques menées dans le cadre de l'EFC ; et « le temps de la médiation et de la synthèse », en la forme d'une table ronde autour du panel restreint représentatif des différentes polarités impliquées.

À notre sens, le symposium CNES/WBI, conçu comme moment inaugural à une réflexion plus approfondie sur

l'EFC, a atteint son objectif central, celui d'unifier les perceptions des uns et des autres, à dire de consensus partagé. De surcroît, et il n'est pas anodin de le souligner, ce consensus a été le fait d'un cénacle puisant sa légitimité dans le mandat statutaire d'une instance consultative nationale pluri composite et pluripartite. Ce sont là, aujourd'hui, autant de prolégomènes à la gestation d'une dynamique d'appropriation collective qui, demain, va permettre l'émergence et l'affirmation d'une masse critique apte à mettre l'Algérie en ordre de marche vers une croissance économique durable, car non fondée sur la seule exploitation de la rente pétrolière et gazière.

Sensibiliser les acteurs économiques et institutionnels à l'importance de l'EFC dans la recherche de l'efficacité à partir de la valorisation des ressources humaines, de la mise en exergue des facteurs d'innovation et de la modernisation des

dispositifs de gestion et de management, mettre en commun le capital connaissance que cette discipline émergente a déjà sédimenté, en particulier en termes de spectres indiciels et de méthodes d'évaluation, et requalifier les secteurs prégnants et à sensibilité élevée porteurs des dynamiques de l'EFC : telles sont les finalités à atteindre.

Il reste, pour l'instant, à tracer le chemin devant nous conduire à l'élaboration du premier rapport « Algérie/EFC » qui doit être soumis à l'appréciation des pouvoirs publics à travers son inscription à l'ordre du jour de l'une des prochaines sessions plénières du CNES. Un atelier s'attelle déjà à satisfaire aux pré requis de base pour construire la démarche, tant au plan méthodologique qu'au plan des modalités opératoires. Pour notre modeste part, nous comptons nous y attacher avec la conviction d'avoir à affronter une urgence nationale.